

# Solidaires International

Le bulletin de la commission internationale  
de l'Union syndicale Solidaires



**Solidaires**  
Union syndicale

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris  
(33) 1 58 39 30 20 - [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org) - [solidaires.org](http://solidaires.org)

Février 2019, n° 108

## VENEZUELA : Ni Maduro, ni Guaidó !



**Pour les travailleurs et travailleuses du Venezuela, pour le peuple vénézuélien, ni Maduro, ni Guaidó ne représentent « la voie de la démocratie et du progrès social », contrairement à ce que leurs partisans, y compris des gouvernements auxquels nous nous affrontons, affirment :**

L'intervention impérialiste américaine (soutenue par le Groupe de Lima et l'Union européenne), qui est derrière l'auto-proclamation de Guaidó, est aussi inacceptable au Venezuela que tout autre intervention impérialiste dans n'importe quelle région du monde.

Le régime de Maduro nie les libertés les plus élémentaires ; il réprime et tue celles et ceux qui résistent et, plus largement, la population la plus pauvre. Le clan au pouvoir a détourné à son profit les richesses du pays.

Pour le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, la tâche des syndicalistes

internationalistes n'est ni de choisir entre deux oppressions, ni d'en légitimer ou d'en excuser une des deux.

Nous soutenons celles et ceux qui tentent de construire une alternative dans ce contexte dramatique, celles et ceux qui se battent pour répondre à l'urgence sociale à laquelle fait face le peuple vénézuélien (alimentation, logement, salaires, droit du travail, services publics, droits démocratiques, etc.). Le peuple ne veut plus de Maduro et personne n'a choisi Guaidó !

**Ni oppression, ni impérialisme !**

# 8 MARS :

## Lettre des Femmes zapatistes

À nos compañeras zapatistas Aux femmes du monde qui luttent Aux grand-mères, mères, sœurs, jeunes et filles À celles qui ont le cœur de femme.

Nous qui signons ces mots, nous sommes des femmes du Mexique et du monde, convoquées par les femmes zapatistes le 8 mars 2018 à la « Première Rencontre Internationale, Politique, Artistique, Sportive et Culturelle des Femmes qui Luttent ». Nous gardons à l'esprit que, pour chacune d'entre nous, nous sommes engagées à lutter, chacune depuis nos lieux d'origine ou depuis les lieux qui nous embrassent, avec nos différentes cultures et métiers « pour que plus jamais une femme dans le monde, quelle que soit sa couleur, sa taille, son origine, ne se sente seule ou aie peur ».



Nous nous sommes engagées avec la lumière que vous nous avez partagé pendant la rencontre, avec la lumière que vous représentez pour nous. Nous continuons à prendre soin de cette lumière afin d'être, marcher et lutter ensemble. Aujourd'hui, nous nous manifestons donc pour vous dire que nous n'allons pas permettre que les mauvais gouvernements vous dépouillent de vos territoires qui vous offrent des racines, qui font battre votre cœur et donnent la direction à ce que vous êtes, à ce dont vous rêvez. Et nous nous battons, de toutes les manières possibles, pour que les pratiques de résistance des peuples ne soient pas utilisées pour

folkloriser les cultures ancestrales ou justifier les mégaprojets de mort imposés par le système capitaliste patriarcal. Étant donné la situation de guerre que nous continuons à vivre comme femmes, nous réaffirmons notre accord de « rester en vie, et que pour nous, vivre c'est lutter, chacune en accord avec sa manière, son lieu et son temps ».

### MAUVAIS GOUVERNEMENTS

Maintenant c'est le moment de dire aux mauvais gouvernements d'hier, d'aujourd'hui et des différents lieux du monde que : nous répudions, depuis les multiples géographies auxquelles nous appartenons, les pratiques d'octroi et d'extraction de notre Terre Mère. Le fracking, les gazoducs, les oléoducs, les hydroélectriques, les monocultures agroindustriels et l'infrastructure du développement touristique ne bénéficient qu'aux grands projets entrepreneuriaux au détriment de la destruction des populations indigènes et non-indigènes. Face aux intérêts de ceux qui veulent gagner de plus en plus d'argent, nous allons lutter pour le Vie des personnes et des êtres vivants qui habitent nos territoires.

Nous les femmes connaissons la valeur de la vie, et donc nous construisons les conditions pour assurer la vie. Nous déclarons que oui, nous pouvons le faire, nous les femmes, avec notre cœur collectif. Vous n'êtes pas seules compañeras zapatistas, amies et sœurs, et vos enfants, familles et peuples ne le sont pas non plus !

<https://desinformemonos.org/no-vamos-a-permitir-que-los-malos-gobiernos-las-despojen-de-sus-territorios-mujeres-del-mundo-a-las-zapatistas/>

# ETAT ESPAGNOL :

## Vers la grève le 8 mars



La CGT espagnole a célébré son VII ° congrès extraordinaire à Mérida, dans le sud de l'Espagne, les 25 et 26 janvier 2019, pour débattre sur la journée de grève du 8 mars prochain.

82 syndicats (qui représentaient 647 voix) se sont déplacés. La salle était évidemment très féminisée et il y avait pas mal de jeunes. La délégation de Solidaires est intervenue en soulignant le travail commun de longue date dans le RSISL, nos aspirations féministes communes.

### JOURNEE HISTORIQUE

Le texte définitif du Congrès déclare que :  
*"Pour la CGT, la lutte contre l'exploitation du travail, sociale et personnelle des femmes, dans l'état espagnol ou dans le reste du monde, est historique. Elle considère donc que la lutte contre le patriarcat et le capitalisme est incluse dans les objectifs visés par cette grève. Cette grève générale est plus que motivée et les revendications porteront sur la fin de l'inégalité dans le domaine du travail, économique et social des femmes, sur l'adoption de mesures qui comblent la brèche salariale et l'inégalité des pensions, l'éradication de stéréotypes sexistes et de valeurs machistes,*

*l'éradication du harcèlement et de la précarité dans le travail, le développement de politiques du travail et économiques qui rendent effectives la conciliation de la vie personnelle avec la vie professionnelle, une éducation égalitaire et non sexiste, éradiquer l'ingérence des religions et des croyances dans le domaine public, la fin du terrorisme machiste et de la violence sexiste, l'égalité réelle et effective dans le domaine de l'aide à la personne et l'égalité des femmes migrantes. Le syndicat a donc voté une Grève Générale de 24h pour l'émancipation totale des femmes et l'égalité absolue et définitive entre toutes les personnes. Cette grève s'adresse à toutes les travailleuses, dans tous les domaines et de tous les secteurs, du public et du privé, sans distinction de situation professionnelle, de sexe, race ou âge. La CGT précise que les comités de grève seront composés de femmes. Et en tant que syndicat anarco-féministe, il reconnaît l'important travail effectué par le Mouvement Féministe, au niveau national et international, pour préparer cette journée historique."*

# MALI : Des cheminots meurent

Au Mali et au Sénégal, la privatisation du chemin de fer a été une catastrophe : pour l'ensemble de la population car ce qui s'est rapidement traduit par l'abandon de la ligne Dakar/Bamako a eu des conséquences dramatiques pour tous les villages alors laissés à l'abandon : pour les cheminots, livrés à des repreneurs pressés de se faire de l'argent sur leur dos. Le bilan fut tellement exécrable que les gouvernements sénégalais et maliens, qui avaient décidé la privatisation, ont résilié la convention avec Advens en 2015. Mais depuis, bien des problèmes demeurent. Un engagement a été pris par les ministres des transports des deux pays, le 7 décembre 2015 : « Les Etats du Mali et du Sénégal informent que toutes les dispositions nécessaires sont prises pour assurer la continuité des activités sur la ligne ferroviaire Dakar-Bamako. De même, les mesures adéquates ont été prises pour préserver les emplois des travailleurs et payer régulièrement les salaires pendant toute la phase transitoire. »



Si cela se passe correctement du côté sénégalais, il n'en n'est pas de même au Mali. Début décembre, cela faisait dix mois que les cheminots maliens n'étaient plus payés ! Malgré les interventions répétées du syndicat SY-TRAIL/UNTM, membre du Réseau Rail Sans Frontière et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le gouvernement n'a tenu aucun engagement. Depuis le 18 dé-

cembre, plusieurs dizaines d'entre eux ont entamé une grève de la faim. Installés près des rails de la capitale malienne, ils ont reçu le renfort de leurs familles. Beaucoup des grévistes de la faim sont âgés, leur santé est fragile ; plusieurs ont été hospitalisés ; maintenant, il y a des morts. Depuis le début du mouvement, quatre travailleurs sont morts. Des enfants de cheminots, parfois des nouveaux nés, sont décédés, faute de soins, parce que les parents n'ont plus un sou.

## SOLIDARITE, BLOCAGES ET GREVE

Les organisations membres du Réseau international de solidarité et de luttes, et du Réseau Rail Sans Frontière, réaffirment leur solidarité avec les camarades du Mali. Cela passe par l'information sur leur lutte ; et aussi par des actions directes de solidarité : Au Sénégal, les organisations membres Réseau Rail Sans Frontière et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (SUTRAIL/CNTS-FC et SNTPTB) ont organisé une grève qui a duré 7 jours ; ils ont bloqué les passages à niveau de Thiès, principal site ferroviaire du pays. 7 cheminots ont été interpellés, dont El Hadji Mambaye Tounkara, secrétaire du syndicat SUTRAIL/CNTS-FC, membre du. L'intersyndicale des cheminots du Sénégal a fait savoir son soutien aux camarades du Mali et son exigence que tous les engagements des deux Etats soient respectés. La fédération des syndicats SUD-Rail [Solidaires] a d'ores et déjà versé 5 000 euros aux camarades maliens. Les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et du Réseau Rail Sans Frontière soutiennent les cheminots maliens : ils ne font que réclamer leurs salaires impayés depuis dix mois, et pour cela doivent mettre leur vie en jeu ! La reprise pleine et entière du trafic ferroviaire sur la ligne Dakar/Bamako est aussi une nécessité !

## Solidarité syndicale internationale

**L'élection de Bolsonaro au Brésil fut une nouvelle occasion de constater à quel point la solidarité syndicale internationale est nécessaire. Retour sur la tournée de deux camarades de la CSP Conlutas en France.**

On sait les graves menaces qui pèsent sur les mouvements sociaux brésiliens et plus généralement sur le peuple de ce pays. Mais les relations construites depuis plusieurs années, notamment avec nos camarades de CSP Conlutas, nous permettent aussi de connaître la réalité avant Bolsonaro : les violences envers les femmes, les LGBT, les personnes noires, les peuples indiens, les pauvres d'une manière générale ne datent, malheureusement, pas de la fin de l'année 2018.

Comprendre d'où vient la victoire de Bolsonaro, ses projets, quelles forces sociales et politiques l'ont mis en place, les responsabilités d'une partie des forces syndicales, sociales et politiques « de gauche », discuter de la solidarité concrète à mettre en œuvre ... Voilà des tâches, nombreuses et indispensables. Pour nous y aider, nous avons décidé de prendre en charge la venue d'un camarade de CSP Conlutas.

### TOURNEE DE MEETINGS

Nous avons ainsi programmé des réunions publiques. Paris, Grenoble, Orléans, Marseille, Lyon, Nîmes, Rouen, Caen, Guingamp, Brest, Saint-Denis, Guyancourt, Lille ; mais aussi Madrid, Bologne, Milan et Londres... de tous les endroits, nous avons eu des échos très positifs. Selon les villes, la participation aux réunions publiques a été diverse. Partout, elle aurait mérité d'être plus importante, c'est certain. Mais, à la mesure de nos moyens,

ensemble nous avons pu construire une solidarité internationaliste concrète et utile.

Les participants et participantes à ces rencontres, mais aussi plus largement toutes celles et tous ceux vers qui l'information a été ensuite retransmise à travers nos collectifs militants, ont pu mieux comprendre la situation actuelle du Brésil, ses origines, ses causes, le combat mené sur place par le syndicalisme de luttes en lien avec les mouvements populaires.



Cette initiative marque aussi un pas supplémentaire dans la construction de notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Le Réseau a permis ces rencontres en France, mais aussi dans l'Etat espagnol, en Italie et en Grande-Bretagne. En France, outre l'Union syndicale Solidaires, une Union locale CGT et la tendance syndicale Emancipation ont participé. Des représentants et représentantes d'associations (Vigilance et information syndicale antifasciste, Autres Brésils...) ont parfois été présents.

# COLOMBIE : Coca-cola doit cesser son massacre !

Comme ce fut le cas au mois de janvier 2017, 2018, le 16 janvier 2019 la firme Coca-Cola Colombie a annoncé le licenciement sec de 150 salarié-e-s sur ses sites de production de Medellín, Cali, Barranquilla, Bucaramanga, Bogotá, Tocancipá, Cúcuta, Cartagena et Villavicencio.

Dans les mois qui viennent, ce sont 150 autres salarié-e-s qui seront poussé-e-s vers la sortie, ce qui fera un total de 300 postes de travail supprimés pour 2019, qui s'ajoutent aux 500 déjà supprimés l'année précédente.

Cette réduction drastique des emplois est le résultat, depuis des années, de la mise en pratique de nouvelles normes de travail, imposées par la Direction. C'est plus généralement le résultat d'une politique de précarisation des emplois, via l'augmentation des contrats en Intérim en totale opposition avec les accords signés dans le cadre des Conventions collectives et du Code du travail.

## VIES BRISEES

Cette réduction des effectifs aura comme conséquence dramatique pour les salarié-e-s encore en postes : une surcharge du travail dans les ateliers (et ce jusqu'à 16h de travail par jour) et une augmentation des cadences sur les chaînes de montage, puisque la Direction entend produire autant tout en réduisant le nombre de ses ouvrier-e-s, ce qui ne sera pas sans conséquence sur leur état de santé. A cette annonce de vague de licenciements s'ajoute un climat de répression, de persécutions permanentes et de menaces constantes de la firme Coca-Cola à l'encontre des syndicalistes, et ce depuis de nombreuses années.

Briser les vies des familles des 300 salarié-e-s licenciés n'est pas suffisant. Et la liste des exactions de la part de la Direction est longue et ne fait que s'accroître : 11 syndicalistes assassiné-e-s, 13 emprisonné-e-s, 48 muté-e-s

forcé-e-s par des décisions arbitraires, local du syndicat incendié sur ordre, les procès, sans parler des camarades poussé-e-s à l'exil de peur d'être tué-e-s à la sortie de l'usine par un *sicario* (homme de main) du patron. Coca-Cola ne lésine pas sur les moyens pour nous faire taire, alors que Sinaltrainal ne fait que lutter pour le droit à la dignité des travailleurs



Coca-Cola est de loin l'entreprise en Colombie qui a causé le plus de dommages tant au niveau social et économique, qu'au niveau écologique (contamination de nappes d'eau vitales pour la population) Sinaltrainal exige de la Direction de Coca-Cola Colombie qu'elle cesse le massacre anti-social contre ses ouvrier-e-s, en particulier quand elle licencie et va jusqu'à l'assassinat pur et simple des syndicalistes qui ne font que leur travail.

Nous demandons, également, qu'elle respecte, enfin, les Conventions collectives, mais aussi ses engagements (grille de salaires décentes, indemnités en cas de licenciements).

**Sinaltrainal,  
le 19 janvier 2019, Bogotá, Colombie.**

# BELGIQUE :

## Plan social à l'usine NLMK de Clabecq



**Le 31 janvier, les travailleurs et travailleuses de NLMK (Новолипецкий металлургический комбинат), entreprise russe de sidérurgie de haute technologie, se sont mis en grève et ont bloqué le site, mettant en place un piquet de grève sur lequel se relaient jour et nuit les grévistes.**

La direction a décidé de licencier 50% du personnel du site (290 sur 580) et menace d'aggraver les conditions de travail de celles et ceux qui resteront : gel des salaires, révision des primes... C'est une catastrophe sociale, comme en connaît malheureusement le secteur depuis des années. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a affirmé sa solidarité avec les employé-es et leur famille dans un communiqué (06/02) : « contre les licenciements massifs et les « conditions infernales » promises par la direction à celles et ceux qui resteront ».

### LIQUIDATION TOTALE

Une délégation de Solidaires s'est rendue sur le piquet pour apporter son soutien aux grévistes, avec des camarades de la CGSP ARL Bruxelles qui ont alerté au niveau international sur la situation. Sur place, les grévistes ont monté une cabane avec des palettes et des bâches et se réchauffent devant un feu qui est tout sauf joyeux, entourés des imposantes machines de l'usine. Sur l'une d'elle flotte les drapeaux des

syndicats et un drapeau pirate. Le délégué de la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens) belge, présent sur le piquet, nous explique le « massacre » que représente ce plan social. NKLM a fait 1,4 milliards nets de chiffre d'affaire cette année, l'unité de production est donc largement viable selon les critères capitalistes. Depuis plusieurs années et un précédent plan social, la direction a multiplié les tâches et les postes pour les ouvriers et ouvrières, ce qui évidemment s'aggraverait pour celles et ceux qui ne partiront pas. A terme, c'est la liquidation totale de l'usine qui est à l'agenda de ses patrons russes et de ses actionnaires. C'est aussi une catastrophe pour la région de Clabecq où se trouve l'usine, NLMK reversait 46 millions d'impôts, ressource principale de la municipalité où le taux de chômage est très élevé, du fait notamment de son passé industriel. C'est enfin une catastrophe pour les familles des travailleurs et travailleuses, et pour le commerce dans la commune, par ricochet. Un employé tout juste trentenaire, qui fera sans doute partie de la charrette, nous disait que c'était son troi-

sième plan social, et sans doute pas le dernier, selon lui, dans son secteur. Un Gilet jaune belge présent sur le piquet tenait par là à assurer lui aussi de la solidarité de la population. Lui-même est au chômage, « trop vieux » pour retrouver du travail après son licenciement dans son usine.

## LE VRAI VISAGE DU CAPITALISME

Voilà le vrai visage du capitalisme, en Belgique comme partout ailleurs : une multinationale qui engrange des bénéfices sur le créneau d'une technologie de pointe et qui pour racler davantage encore de profits coupe sur les emplois, sans aucune considération pour les travailleurs et travailleuses, qu'elle jette dans la précarité, avec leur familles. Les syndicalistes ont quitté une table des négociations autour de laquelle les licenciements n'étaient pas discutables. L'autre usine de NLMK, à La Louvière, continue à tourner. Le but du plan social étant évidemment de reporter une partie de l'activité sur cette dernière. Et la solidarité entre les travailleurs et travailleuses des deux usines peine à venir, comme toujours les ouvriers et les ouvrières du deuxième site de NLMK doivent être partagés-es entre la

solidarité avec leurs collègues de Clabecq et le soulagement du fait que, cette fois-ci, ce ne sont pas leurs emplois qui sont directement menacés... Mais ce n'est probablement qu'un délai : quand NLMK aura liquidé Clabecq, son attention se tournera vers La Louvière. C'est ce message que les grévistes ont voulu transmettre à leurs collègues de La Louvière, le 11 février, en entament un blocage de ce second site : la matériel et les tôles n'entreront ni ne pourront sortir du site tant que la direction ne satisfera pas les revendications des travailleurs et travailleuses de l'usine de Clabecq. La lutte continue à l'heure où nous écrivons ces lignes, et le Réseau syndical de solidarité et de luttes réitère son message de solidarité avec les travailleurs et travailleuses en lutte de NLMK Clabecq. Puisse leur combat être victorieux. Ils et elles questionnent également les renoncements d'un syndicalisme qui a cessé d'être offensif et qui s'est petit à petit délité dans l'accompagnement, en Belgique, comme en France et partout dans le monde. Ils et elles rappellent que ce sont les travailleurs et les travailleuses qui font les luttes et les gagnent, par leur détermination.

## AMAZON : Rencontre internationale en mars

**Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes relaie et soutient l'initiative de travailleurs et travailleuses d'Amazon. L'auto-organisation ouvrière est une pratique que nous défendons, revendiquons et essayons d'impulser partout où c'est possible !**

La prochaine rencontre transnationale des travailleurs et travailleuses d'Amazon aura lieu à Poznan (Pologne occidentale) du vendredi 15 mars au dimanche 17 mars 2019. Il s'agit d'une rencontre de base organisée par les travailleurs eux-mêmes afin d'échanger des informations, se soutenir mutuellement dans nos luttes locales et trouver des stratégies communes de notre lutte pour l'amélioration des conditions de travail dans nos entrepôts et au-delà. Nous avons commencé ces réunions au printemps 2015 et nous continuons à nous réunir deux fois par an depuis. Nous avons réuni des travailleurs et travailleuses, ainsi que

des soutiens d'Allemagne, de Pologne, de France, d'Angleterre et des États-Unis [...]



# GREVE DU 5 FEVRIER :

## Solidarité internationale !



*Initiative des Travailleurs-euses (IP) devant l'Ambassade de France à Varsovie (Pologne)*

A l'occasion de la grève interprofessionnelle du 5 février dans toute la France, la Commission internationale de Solidaires avait lancé, aux organisations membres du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites (RSISL), un appel à la solidarité.

Parce que cette date du 5 février nous semblait une date importante, marquée notamment par un appel à la convergence syndicats de luites et Gilets Jaunes, cet appel s'inscrivait dans une démarche internationaliste.

A savoir faire pression sur le gouvernement des riches de Macron, en construisant la riposte nécessaire en France, mais aussi mettre la pression, au plan international, au travers de rassemblements et actions devant les consulats de France.

Notre appel a été entendu. Nos camarades de la CSP Conlutas à Sao Paolo au Brésil, de la CUB à Milan, de la IAC-Intersindical-Cobas-CGT à Barcelone, la FNE à Rabat, ou encore les polonais-e-s de IP à Varsovie, ont répondu présent.



*« Tout notre appui à la lutte des travailleurs », nos camarades de la CSP Conlutas devant le Consulat de France à Sao Paolo (Brésil)*

## Répression anti-syndicale inquiétante

**L'aggravation de la situation générale des salariés iraniens les a conduits à entreprendre, depuis plusieurs semaines, des campagnes de protestations et de revendications. Ils exigent une amélioration de leurs conditions de travail et de vie, et veulent en finir avec les salaires trop bas et le non-paiement de ceux-ci durant des mois.**

Les mobilisations les plus significatives sont les grèves des travailleurs de la sucrerie de Haft-Tapé et de l'Acierie d'Ahvaz, situées au sud du pays, qui sont soutenues par toute la population. Les enseignant-es protestent également dans tout le pays pour obtenir des salaires décents, en particulier pour les contractuels.



La seule réponse des autorités de la République Islamique est l'arrestation et l'emprisonnement des syndicalistes, des activistes et des forces démocratiques qui les soutiennent. C'est le cas de messieurs Habibi, Abedi, Behesthi, Mardani et bien d'autres enseignants. Des syndicalistes, dont Ismaïl Bakhshi, Ali Néjati ainsi que l'étudiante et activiste civique Sépideh Gholian ont été arrêtés et torturés. Après leur libération conditionnelle, S. Gholian et I. Bakhshi ont dénoncé la torture subie lors de leur séjour en prison. Cela leur a valu d'être de nouveau

arrêtés et détenus dans un endroit gardé secret. Afin de les discréditer, les autorités de la justice et du renseignement ont diffusé via le réseau de télévision d'Etat, leurs « aveux » enregistrés en prison, sous la torture. En utilisant les méthodes répressives inacceptables, dignes d'un temps qu'on croyait appartenir à l'histoire, la République tient les opposants sous la menace permanente, les accusant d'être à la solde des étrangers et en contact avec les opposants du régime vivant à l'étranger.

Cette répression vise à créer une atmosphère de peur, pour dissuader toutes celles et tous ceux qui voudraient lutter pour les revendications justes dans ce pays. Nous, syndicats français, condamnons avec force, ces actes insupportables et appelons le régime iranien à respecter les conventions internationales ratifiées par son gouvernement. Autrement, nous interviendrons, aux côtés des organisations internationales dont nous sommes membres, auprès de l'Organisation internationale du travail. Nous exigeons la libération, sans conditions et sans délai, de tous les syndicalistes, enseignants, et activistes arrêtés. L'utilisation de la torture doit être bannie. Une soirée de solidarité avec les travailleurs en lutte et les syndicalistes emprisonnés sera organisée le Mardi 26 février, à 19h, à la Bourse du travail de Paris.

**Solidaires – CGT- UNSA - CFTD**

# CATALOGNE :

## Pour le droit à l'autodétermination des peuples !

Depuis bientôt 18 mois, la Catalogne est soumise à une intense répression, exercée par l'Etat espagnol.

Celle-ci a pris des formes différentes : des violences policières envers les manifestantes et manifestants qui ne faisaient que réclamer le droit de décider de leur avenir, aux arrestations de responsables politiques « coupables » de vouloir mettre en œuvre des décisions prises dans le cadre légal préexistant, en passant par les pressions et sanctions pour « délits d'opinion » contre des salarié.es.

L'Union syndicale Solidaires et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui rassemblent environ 80 organisations syndicales dans le monde ne cessent de le réaffirmer : Indépendance ou non ? C'est à la population qui vit en Catalogne de décider ! Pas à d'autres. Ce n'est pas à nous non plus de décider. Nous pouvons avoir des avis sur ces sujets ; ils peuvent être différents. Mais notre responsabilité commune est d'appuyer celles et ceux qui défendent les libertés et les droits fondamentaux ; en l'occurrence, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les forces d'occupation de l'Etat espagnol doivent se retirer ; les prisonniers et prisonnières politiques doivent être libéré.es, toutes les poursuites doivent être abandonnées.

### COLONIALISME ET VIOLENCES

L'Union syndicale Solidaires et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes combattent toute forme de colonialisme et défendent le droit à l'autodétermination des peuples : en Catalogne comme au Kurdistan, au Pays basque comme en Kanaky ou en Palestine... Nous dénonçons la violence étatique exercée envers la population de Catalogne.



Nous soutenons les mouvements sociaux qui organisent la résistance, à l'image des syndicats qui ont organisé la grève du 3 octobre 2018 : CGT, IAC, Intersindical-CSC, COS, CNT, COBAS, Solidaridad obrera. Ces camarades nous le rappellent : il ne s'agit pas de présenter la Generalitat et autres institutions catalanes en place comme étant des défenseurs du mouvement ouvrier, du mouvement populaire.

Non, nous connaissons les choix politiques, économiques et sociaux dont elles sont porteuses, et nous avons eu à dénoncer la répression, exercée par elles contre des mouvements sociaux. Mais, avec ces organisations syndicales, ainsi que diverses organisations associatives et politiques nous nous accordons sur ce principe aussi simple que démocratique : Indépendance ou non ?

C'est à la population qui vit en Catalogne de décider ! Pas à d'autres ; en conséquence de quoi, nous exigeons que cesse la répression sous toute ses formes.

# BELGIQUE : Grève interprofessionnelle

Les organisations syndicales belges - CSC, FGTB et CGSLB – ont appelé à une journée de grève - public, privé - nationale, le 13 février. Leurs revendications sont les nôtres !

- Pour une augmentation significative de nos salaires
- Pour une réforme profonde de la nouvelle loi salariale
- Pour une augmentation du salaire minimum à 14€/heure ou 2.300€/mois
- Pour un salaire des jeunes qui permet de démarrer dans la vie
- Pour moins de pression et un travail faisable, plus de contrats à durée indéterminée et un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle
- Pour une pension décente : Une pension minimum de 1.500€ net
- Pour le relèvement des allocations de 10% au-dessus du seuil de pauvreté
- Pour l'égalité salariale « À travail égal, salaire égal ! »
- Renforcer les services publics et créer des conditions de travail respectueuses des travailleurs dans les services publics et les entreprises publiques.
- Des factures de biens et services essentiels (eaux, gaz, électricité) raisonnables
- Une plus grande justice fiscale. Via un social shift qui déplacera la pression fiscale des épaules les plus faibles vers les plus fortunés, le capital et les grandes entreprises.

## CHINE : Répression à Jasic



**Quatre salariés de l'usine Jasic de la région de Shenzhen sont emprisonnés depuis l'été pour avoir constitué un syndicat indépendant du patronat et de l'Etat.**

La femme de l'un d'entre eux a été également placée en détention le 2 janvier, et leur bébé qu'elle allaitait est pour cette raison maintenant séparé de ses deux parents. Au moins 28 personnes, dont 13 étudiantEs ou jeunes diplôméEs, leur ayant apporté leur soutien sont également emprisonnées, assignées à domicile

ou même parfois portées disparues après avoir été kidnappées en pleine rue par la police. Fin janvier, au moins 5 militants liés au China Labour Bulletin ont été également arrêtés. Face à cela, la mobilisation se développe, notamment à Hong Kong et aux États-Unis.

## Une victoire partielle face à la politique d'austérité



**Le niveau de vie de la grande majorité de la population tunisienne ne cesse de se dégrader. Le gouvernement en place dirigé par des notables de l'ancien régime et les islamistes d'Ennahdha a pour seule politique la mise en œuvre des mesures d'austérité drastiques dictée par le FMI, d'où le surnom qui lui est attribué de "gouvernement Christine Lagarde".**

Sont particulièrement visés les fonctionnaires qui subissent notamment suppressions d'emplois, et dégradation des conditions de travail. Le pouvoir et ses donneurs d'ordres étaient également bien décidés à bloquer leurs salaires alors que, d'après les chiffres officiels, l'inflation est supérieure à 7 %.

Une fois de plus, les enseignantEs du secondaire ont joué un rôle essentiel dans l'organisation de la résistance à la politique néolibérale. Ils/elles ont multiplié dès l'automne 2018 les mobilisations. De leur côté, des élèves ont organisé des manifestations contre le ministère de l'éducation, en particulier en province (Sfax, Sidi Bouzid, Kairouan, Gafsa, Gabes, Kasserine, etc.).

Le fonctionnement des lycées et collèges a été en partie bloqué, surtout à partir de janvier : boycott des notations des élèves au premier puis au second trimestre ; participation à près de 100 % aux grèves de 24 heures organisées le 22 novembre et le 17 janvier avec les autres fonctionnaires ; sit-in massif du 21 janvier au 9 février à l'intérieur des locaux du ministère de l'éducation, auquel s'est jointe une organisation d'élèves ; rassemblement de 62 000 mani-

festantEs, le 6 février 2019, devant le siège du gouvernement.<sup>1</sup> Cette détermination a payé, le pouvoir a dû renoncer à appliquer une partie des diktats du FMI. Le 7 février, le gouvernement a en effet dû lâcher coup sur coup :

- Une augmentation des traitements de l'ensemble des fonctionnaires qui devrait permettre un maintien de leur pouvoir d'achat en 2019 ;
- Des mesures spécifiques pour les enseignantEs du secondaire comme la possibilité de partir à la retraite dès 57 ans, la revalorisation de diverses primes, l'intégration de l'une d'entre elles dans le salaire de base, l'augmentation de 20 % du budget des lycées et collèges.

Même si un coup important a été porté à la politique néolibérale, la mobilisation reste à l'ordre du jour : certaines revendications restent en suspens ; à plusieurs reprises, le pouvoir a déjà refusé d'appliquer les engagements qu'il avait pourtant solennellement pris.

**1** <http://www.businessnews.com.tn/mouvement-de-protestation-des-enseignants-du-secondaire,520,85557,3>

# EUSKAL HERRIA :

## Huerta de Peralta en lutte



Les plantations de la compagnie de maraîchage Huerta de Peralta en Navarre ont vu l'une des luttes les plus emblématiques se dérouler sur presque un mois.

Suite à la création d'une section du syndicat abertzale LAB dans la plantation quatre délégués se font licenciés. Encore une preuve que les syndicats et la défense des salariés n'est pas la bienvenue auprès des patrons. Va s'entamer une grève suivie par 80% des ouvriers agricoles qui durera 28 jours. La police forale (police de la communauté navarraise) appuyée par la police nationale fera preuve d'un zèle particulier en bloquant et frappant le piquet de grève majoritairement composé d'ouvriers originaires du Maroc. L'un des porte-paroles du mouvement, Houssine Yagoubi, s'est retrouvé inconscient au sol. Un formidable élan de solidarité de la part de la population d'Iruñea (Pampelune) s'est mis en place avec des manifestations de soutien. Un soutien également international, puisque des

actions similaires ont eu lieu Catalogne, France et en Corse.

### LUTTE PAYANTE

Une lutte payante avec pour résultat : la réintégration de deux d'entre eux (l'un sera indemnisé et l'autre attend une procédure au tribunal), le paiement d'une partie de la dette 400 000 € générée par le non-respect de la convention collective et l'ouverture de négociations pour un accord d'entreprise. Une lutte victorieuse pour vivre, travailler et décider au Pays Basque.

Plus d'infos sur le LAB :

<http://www.lab.eus/eu/hasiera>